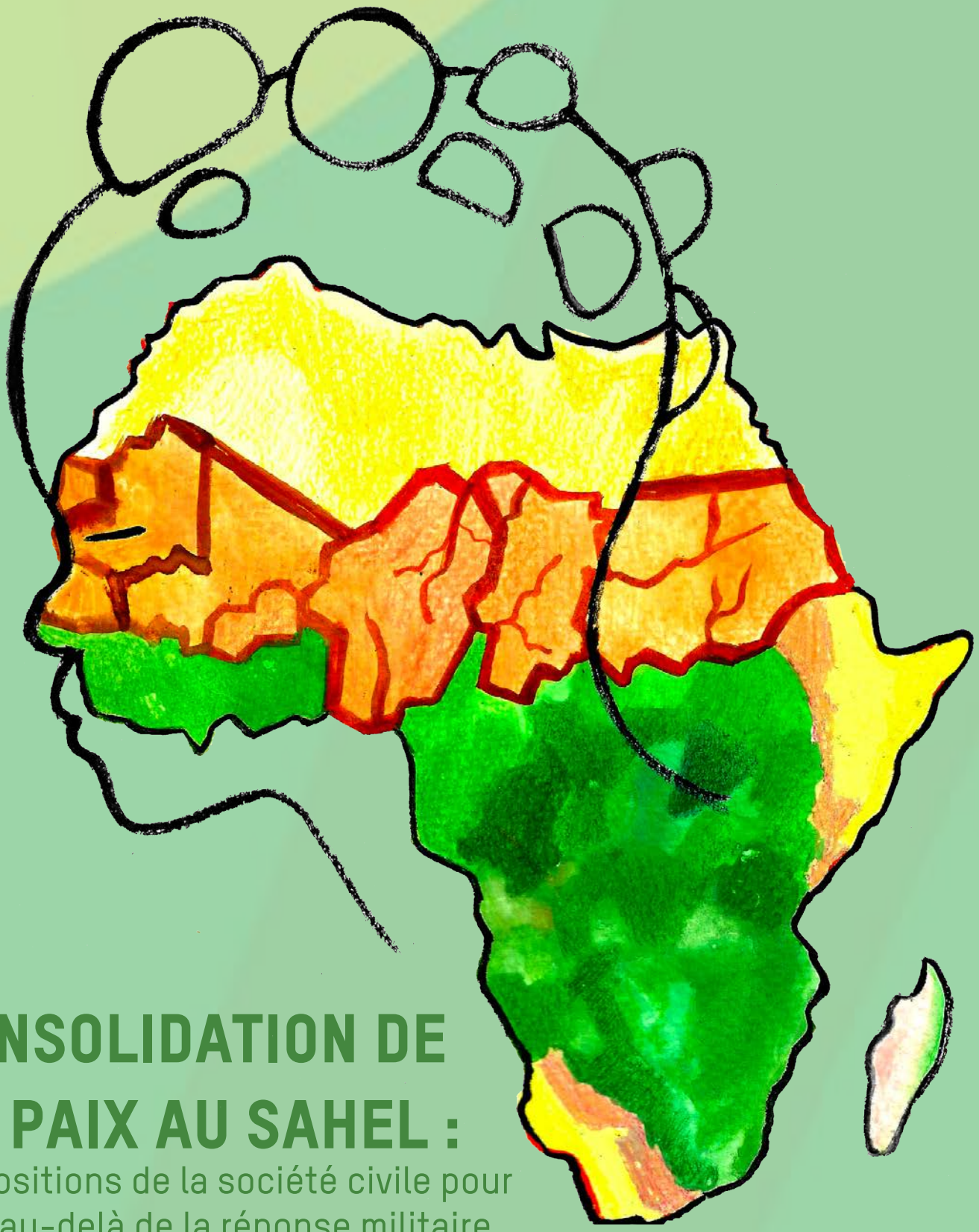


CONSOLIDATION DE LA PAIX AU SAHEL :

propositions de la société civile pour aller au-delà de la réponse militaire et avancer vers un "sursaut civil et politique" à partir d'une approche féministe fondée sur les droits humains

Avec la collaboration de :

OXFAM Intermón

Alianza por la Solidaridad

actionaid

Grupo de Estudios Africanos GEA

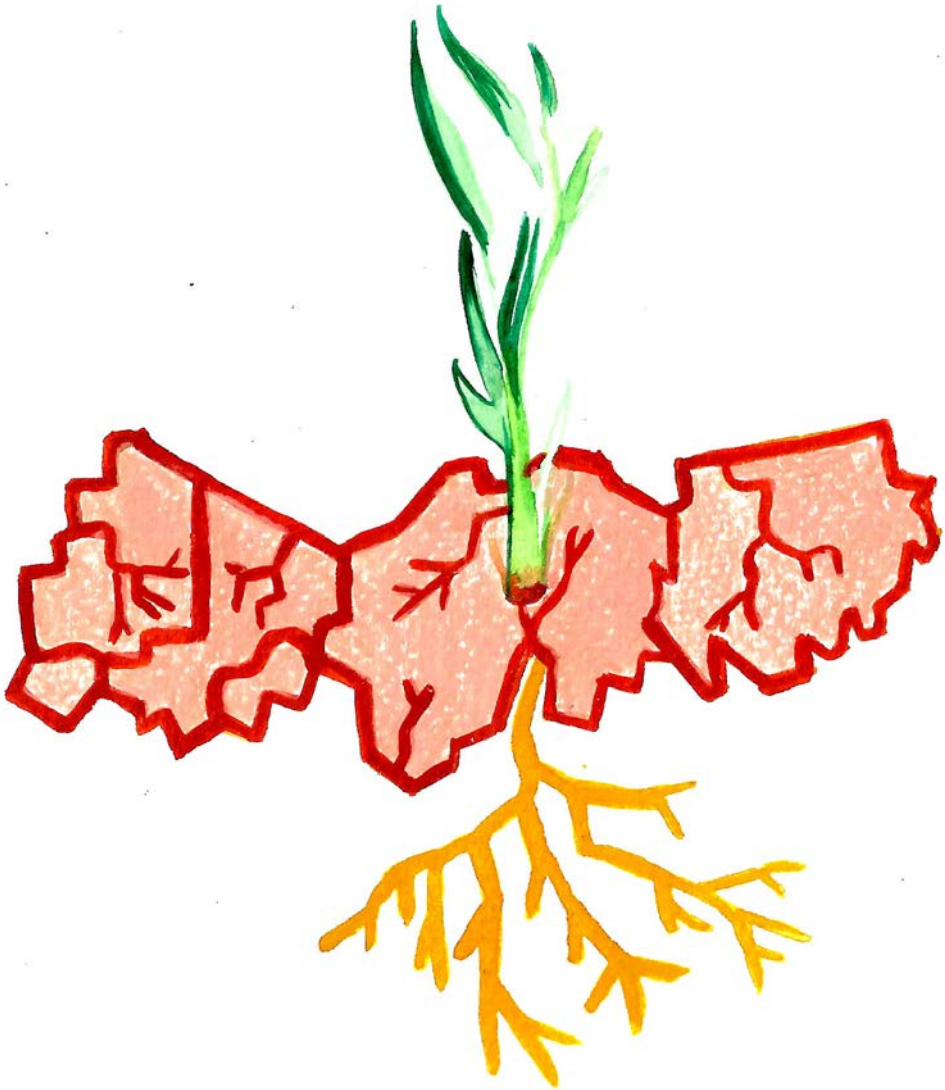
Et avec le financement de :

MINISTERIO DE ASUNTOS EXTERIORES Y DE COOPERACIÓN

PRÉSENTATION DU PROJET

Le projet *Consolidation de la paix au Sahel : Propositions de la société civile pour aller au-delà de la réponse militaire et avancer vers un "sursaut civil et politique" à partir d'une approche féministe fondée sur les droits humains* est le fruit de la deuxième étape de coopération entre les organisations Alianza por la Solidaridad, Grupo de Estudios Africanos de l'Université Autonome de Madrid et Oxfam Intermón. Son objectif est d'analyser le rôle de l'Espagne et l'UE dans la région du Sahel et d'ouvrir des pistes pour une politique étrangère féministe.

Conçu au départ comme un séminaire international unique et présentiel, axé sur l'analyse et la discussion des crises multidimensionnelles au Sahel, il a été transformé, en raison de la pandémie, en une série de rencontres en ligne. Tous les mardis, du 1er février au 1er mars 2022, cinq sessions de discussion ont été organisées avec 18 intervenants, dont 10 femmes (parmi lesquelles 5 activistes et chercheuses originaires du Sahel, 2 représentantes d'institutions espagnoles et une européenne).



LE CYCLE DE DÉBATS « DIFFÉRENTES APPROCHES DE LA CRISE MULTIDIMENSIONNELLE AU SAHEL »

Différentes approches de la crise multidimensionnelle au Sahel, tel est le titre de la série de débats où sont intervenus différents acteurs africains, espagnols et européens pour discuter des multiples crises interdépendantes qui ravagent les pays de la région, ainsi que des impacts de la réponse apportée jusqu'à présent par l'UE et l'Espagne. L'objectif était également de refléter le rôle actif des sociétés civiles sahéliennes, en exposant les différents points de vue et les demandes concrètes des personnes africaines qui ont pris part aux débats.

L'objectif de cette initiative est de réfléchir aux principaux défis auxquels le Sahel est confronté (en particulier le Burkina Faso, le Mali et le Niger) dans le cadre de la construction d'une paix stable et durable. À partir des solutions proposées lors des débats par la société civile organisée de la région et par d'autres spécialistes, une série de recommandations ont été formulées afin de réorienter la politique étrangère actuelle de l'Espagne et de l'UE dans la région, et de sensibiliser le grand public à la réalité de la région.

L'hypothèse de départ à l'origine de ces débats consiste à reconnaître que la complexité de la situation sahélienne demande de repenser la présence des acteurs internationaux dans la zone. Cela suppose de déconstruire leur actuelle logique d'action, fondée en priorité sur la sécurité et l'intervention militaire qui y est liée, et de les inviter à la reformuler en surmontant tout discours fataliste.

CONTEXTE : LA CRISE AU SAHEL

Au cours des cinq sessions de la série de débats sur le Sahel, l'actualité régionale est venue illustrer les thèmes abordés de façon concrète. On relèvera par exemple que la séance d'ouverture portait sur le lien entre sécurité et développement dans la politique étrangère de l'UE et de l'Espagne au Sahel, une semaine à peine après le coup d'État au Burkina Faso et l'imposition de sanctions collectives contre le Mali. Le coup d'État manqué a été perpétré en Guinée-Bissau ce même jour, et le cycle de débats a débuté deux semaines avant le sommet Union africaine-UE.

Les questions de gouvernance et de démocratie, mêlées à la crise sécuritaire, ont dominé la séance sur la consolidation de la paix, qui s'est déroulée au moment où parvenaient les nouvelles de l'expulsion de l'ambassadeur français au Mali et du retrait des troupes des opérations militaires française (Barkhane) et européenne (Takouba).

Le débat sur le rôle de l'aide publique au développement a été marqué par une forte demande de la société civile sahélienne en faveur d'une plus grande horizontalité dans les relations entre bailleurs et bénéficiaires, deux jours seulement avant le sommet UA-UE, tandis que la conférence sur la politique étrangère féministe a coïncidé avec la présentation des progrès de la nouvelle loi de coopération espagnole. Enfin, la session de clôture a permis une synthèse des débats précédents en insistant sur l'urgence climatique, dans la perspective de la COP27 qui se tiendra à Charm El-Cheikh, en Égypte, en novembre 2022.

Actuellement, la population sahélienne souffre de nombreux maux : fragilité ou absence de l'État, violations des droits humains, inégalités sociales et économiques, insécurité et instabilité croissantes -surtout à cause des incursions de groupes armés- et conséquences du changement climatique. Le rapport de 2020 du HCR reflète les proportions alarmantes de la crise humanitaire au Sahel, avec plus de 2,5 millions de personnes déplacées et 850 000 réfugiées suite aux différents conflits[1].

La situation s'est aggravée au point que d'autres organisations internationales avertissent que « 35 millions de personnes vont affronter des crises alimentaires et de subsistance sévères au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Tchad. Elles n'auront pratiquement rien à manger, et souffriront d'insécurité alimentaire et de malnutrition lors de la prochaine période de soudure » (entre deux récoltes)[2]. Après trois ans de dégradation, le Sahel est confronté à la pire crise alimentaire des dix dernières années[3].

[1] https://data2.unhcr.org/en/situations/sahelcrisis#_ga=2.73236243.1836858246.1649156308-1465924472.1648465182
[2] https://www.accioncontraelhambre.org/es/sahel-actuar-ya-para-evitar-crisis-alimentaria
[3] Sahel and West Africa: unprecedented food and nutrition insecurity, The Regional Food Security and Nutrition Working Group (FSNWG) West Africa

SYNTHÈSE DES DÉBATS

1ER DÉBAT. Le lien entre sécurité et développement dans la politique étrangère espagnole et européenne au Sahel. Évaluation de la situation, défis, leçons et perspectives pour le respect des droits humains.

- Beatriz Novales, directrice des programmes d'Oxfam Intermón, chargée d'inaugurer le cycle de débats
- Bernard Quintin, directeur adjoint pour l'Afrique du service européen pour l'action extérieure (SEAE)
-Alicia Rico, directrice pour l'Afrique du Ministère espagnol des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération (MAUC)
-Ornella Moderan, responsable de recherche sur le Sahel à l'Institut d'Etudes sur la Sécurité(ISS)
- Animateur : Iván Navarro, Escuela de Cultura de Paz de l'Universidad Autónoma de Barcelona (UAB)

- Crise de gouvernance

La crise de la gouvernance et de la démocratie dans la région pousse à repenser l'État, raison pour laquelle les alliés (UE et organisations internationales) doivent intervenir différemment, a affirmé Ornella Moderan (ISS). Elle a souligné que le modèle démocratique a été réduit dans la région à sa dimension électorale ; c'est insuffisant pour le bon exercice de la démocratie, qui suppose une application intégrale des principes de bonne gouvernance et de reddition de comptes de la part des dirigeants.

- Pour une stratégie globale et une approche moins militarisée

La réponse antiterroriste impulsée par les acteurs internationaux, dont l'Espagne et l'UE, a été utile mais manifestement insuffisante, note Moderan. Pour élaborer une stratégie globale, il faut d'abord comprendre la nature des sociétés locales et des strates qui les composent. Or, malgré un discours sur le renforcement de la confiance, la communauté internationale a négligé l'appréhension des particularités sociales de la région.

L'intervenante a également évoqué l'impact sur les droits humains de l'arrivée de la Russie dans la zone -sans nier celui des opérations militaires françaises et européennes. Le problème réside dans l'approche ultra-militarisée et, dans le cas de la Russie, privatisée, de la consolidation de la paix. Pour échapper à ce schéma, elle propose que les acteurs européens se recentrent sur des approches de construction de paix alternatives à l'action exclusivement militaire, axées sur la réponse humanitaire et la protection des habitants.

- La société civile sahélienne

À plusieurs reprises, les intervenant·e·s africain·e·s ont souligné le besoin que l'Union européenne et l'Espagne écoutent davantage les demandes et propositions de la société civile dans la région. Dans ce contexte, le directeur

adjoint du SEAE pour l'Afrique, Bernard Quintin, a reconnu que le fait que l'UE se soit autant consacrée à la lutte contre le terrorisme a relégué au second plan les facteurs qui alimentent les causes profondes de cette crise multidimensionnelle (inégalités sociales et économiques, crise climatique, etc.). Il est manifestement important de concevoir des politiques basées sur une analyse approfondie -et concertée avec la société civile- du contexte dans lequel elles sont mises en œuvre.

- La Banque mondiale, le FMI et les politiques d'austérité

Moderan a fait remarquer que les analyses des causes de la crise négligent souvent l'effet des politiques publiques d'austérité et des politiques structurelles de la Banque mondiale et du FMI, qui ont entraîné une réduction de la couverture des services publics et, de ce fait, aggravé les inégalités socio-économiques et de genre dans tous les pays de la région.

- Distribution des ressources

Les intervenants ont souligné l'importance de ne pas alimenter les discours simplistes sur les groupes ethniques de la région pour expliquer ou justifier les conflits existants. Il est crucial d'analyser les manifestations de phénomènes ethniques, qui sont généralement motivées par des inégalités d'accès aux ressources naturelles ; les gouvernements locaux comme leurs partenaires (UE et organisations internationales) peuvent permettre un changement en soutenant, par exemple, des réformes agraires.

2ÉME DÉBAT. Différentes approches de la consolidation de la paix. Changement de discours et de perceptions sur le Sahel, renforcement de l'espace civique.

- Julio Herráiz, ambassadeur d'Espagne en mission spéciale pour le Sahel
- Assitan Diallo, présidente de l'Association des femmes africaines pour la recherche et le développement (AFARD Mali)
- Naomie Ouédraogo, membre du Réseau des femmes de foi pour la paix (REFFOP Burkina Faso)
- Animateur : José Naranjo, journaliste de ElPaís, en poste au Sénégal

- Les causes de la crise

Pour la présidente d'AFARD Mali, Assitan Diallo, la mauvaise gouvernance est la principale source du problème, encore aggravé par les approches paternalistes et néocolonialistes ainsi qu'une mondialisation agressive. Selon Diallo, cette combinaison prospère sur les inégalités traditionnelles de la région, qui affectent femmes et groupes ethniques. Toutes ces causes constituent selon elle la « bouillabaisse » propice aux conflits, à l'insécurité et à l'incertitude qui frappent le Sahel.

Naomie Ouédraogo, du REFFOP Burkina Faso, a ajouté l'inégalité d'accès aux ressources naturelles dans les facteurs de crise. Pour sa part, l'ambassadeur d'Espagne en mission spéciale pour le Sahel, Julio Herráiz, a insisté sur la rupture du contrat social et les mauvais gouvernements, et évoqué des défis structurels pour le développement dans l'éducation, le secteur privé et la sécurité.

- La société civile et la coopération

Assitan Diallo a relevé la méfiance de la population envers les actions désintéressées de l'UE et signalé le besoin de revoir les systèmes de coopération et d'aide au développement. Elle a appelé pour cela à valoriser davantage les initiatives locales. La première proposition de la société civile, a-t-elle souligné, est d'être entendue par les partenaires lors de la conception de politiques pour la région du Sahel. Les citoyens demandent en outre des solutions qui dépassent la simple tenue d'élections dans les pays concernés et, enfin, appellent à une transformation du modèle de coopération. Dans le même ordre d'idées, Naomie Ouédraogo a expliqué que les pays du Sahel doivent pouvoir se développer et générer leur propre aide, ce qui demande de réorienter les relations de coopération avec l'UE vers des modèles moins extractifs et plus égalitaires, dans l'esprit d'un véritable partenariat.

- Des initiatives pour l'inclusion

Mme Diallo a souligné que la société civile était aussi demandeuse d'initiatives de partenariat plus inclusives, étant donné que les associations de femmes, ainsi que les jeunes, jouent un rôle essentiel dans la mobilisation citoyenne. Elle a suggéré de développer une interaction avec la société civile européenne.

- Le défi de l'environnement

Parmi les principaux enjeux, Ouédraogo a mis l'accent sur la crise climatique, qui affecte les agriculteurs et provoque des migrations internes. Diallo s'est inquiétée du fait que le changement climatique ne soit pas parmi les priorités des gouvernements, alors même que différents groupes sont poussés à se disputer des ressources naturelles de plus en plus rares, au détriment de la cohésion sociale.

3ÈME DÉBAT. Le rôle et les priorités de l'aide publique au développement au Sahel. Prévenir la "fragilité", promouvoir la bonne gouvernance et la sécurité des personnes.

-Franck Viault, chef du secteur Sahel de la direction générale des partenariats internationaux de la Commission européenne (INTPA)
-Babacar Ndiaye, directeur de recherches du West Africa Think Tank (Wathi)
-Animatrice : Elsa Aimé, professeure de l'Universidad Pontificia Comillas

- L'apport de la société civile

Pour le directeur de recherche de WATHI, Babacar Ndiaye, s'il est essentiel de s'attaquer aux causes profondes de la crise -gouvernance, justice, égalité-, il faut aussi écouter la voix des Sahéliens et suivre le travail de recherche, de plaidoyer et de sensibilisation effectué par la société civile.

- Des élections, mais pas seulement

Selon Ndiaye -tout comme Ornella Moderan lors d'une session précédente-, la conviction que les élections suffisent à la démocratie constitue le premier obstacle à la transformation du modèle démocratique dans la région. D'après lui, pour que les gouvernements soient viables, l'État doit être en mesure de satisfaire les besoins de la population. Cela implique de pouvoir répondre de la bonne utilisation des fonds publics, de combattre les pratiques néfastes, telles que la corruption, et de réduire l'hégémonie du pouvoir présidentiel face aux autres institutions.

- Une nouvelle relation entre l'Europe et l'Afrique

Une relation de bénéfice mutuel doit s'établir entre l'Europe et l'Afrique occidentale, a assuré le directeur de Wathi ; cela suppose un pacte politique et social qui profite aux deux continents et fasse oublier l'actuelle relation asymétrique. Il estime que le renforcement de la justice et du système judiciaire des pays du sous-continent représente l'un des défis posés à la coopération avec l'Europe. Il est important, enfin, que chaque pays reçoive l'orientation nécessaire pour que les projets d'exploitation de ressources naturelles et minières aient des retombées positives pour la population.

- Le rôle des jeunes et des femmes

Ndiaye signale que la population civile, et plus particulièrement la jeunesse, doit participer à la création d'emplois, même s'il est fondamental que les partenaires étrangers soutiennent et accompagnent leurs initiatives. Étant donné que la majorité de la population au Sahel est jeune, il faut mettre l'accent sur l'éducation et la santé, avec une stratégie de développement qui permette une création d'emplois massive pour cette frange démographique. D'autre part, après avoir expliqué le rôle historique de stabilisation qu'ont exercé les femmes en faveur de la paix et de la cohésion sociale au Sahel, Ndiaye a souligné qu'elles doivent non seulement être intégrées aux stratégies de paix dans la région, mais aussi travailler aux côtés des hommes pour aider, apporter et contribuer au maintien de la paix.

4ÈME DÉBAT. Construction d'une politique étrangère féministe. Défis et opportunités de l'action espagnole au Sahel.

- Maria Jesús Conde, ambassadrice en mission spéciale pour la politique étrangère féministe de l'Espagne
-Kadiatou Idani, présidente de l'Association des jeunes filles pour la santé de la reproduction (AJFSR Niger)
-Animatrice : Itziar Ruíz-Giménez, coordinatrice du Groupe d'Etudes Africaines de l'UAM

- La sécurité

La présidente d'AJFSR Niger, Kadiatou Idani, a rappelé que la sécurité est la première des priorités, parce qu'elle est la condition de tout le reste ; mais non sans préciser qu'elle ne doit pas être « seulement militaire, mais aussi sociale ». Elle a évoqué des initiatives pour développer l'émancipation économique des femmes et des jeunes au niveau local.

- Le rôle des femmes

Idani dénonce que les femmes ne sont pas consultées sur les décisions qui les concernent. Il n'y a pas non plus de financement pour leurs initiatives ; ceux existants sont des fonds inadaptés à la réalité ou dont les conditions sont discriminatoires envers les femmes.
Elle recommande à l'Espagne et à l'Union européenne de ne plus considérer les femmes comme de simples bénéficiaires, mais comme des actrices du changement, et de leur permettre de diriger les processus, prendre des décisions et agir sur le terrain.

- Agir contre les expressions de violence machiste et de discrimination de genre

Kadiatou Idani a relevé la nécessité de sensibiliser les femmes pour qu'elles apprennent à dénoncer et exiger un monde sans violence. Elle a réclamé un accompagnement pour les dénonciations et plus de soutien aux organisations d'aide aux victimes des différents types de violences -psychologiques, physiques, sexuelles, symboliques, professionnelles et économiques-. Elle a aussi demandé des programmes spécifiques et structurés pour aider les femmes à obtenir justice. Elle a appelé l'Union européenne et l'Espagne à écouter autant que possible les organisations qui défendent les droits des femmes et luttent contre la violence sexiste.

- Les causes de l'inégalisté

Pour Idani, il existe des causes sociales, culturelles et religieuses. Elle a rappelé que nous nous trouvons face à des sociétés patriarcales qui encouragent l'inégalité des sexes et la violence contre les femmes. Le facteur religieux est aussi présent, avec des textes sacrés interprétés de façon à favoriser la marginalisation de certains groupes.

5ÈME DÉBAT. Le lien entre l'urgence climatique et les conflits. Liens entre climat et conflit, ressources naturelles, justice climatique et de genre.

-Anna Strzaska, cheffe de l'unité Transition verte du Service européen pour l'action extérieure (SEAE)
-Mariam Diallo, présidente de l'Association femmes leadership et développement durable (AFLED Mali)
-Oyewole Onginni, chercheur du Centre for Research Development (ZEF, Bonn).
- Animateur : Oriol Puig, chercheur de l'Université Pompeu Fabra y de l'Universidad Autónoma de Barcelone

- La vie quotidienne des femmes au centre des débats

Oyewole Onginni, chercheur au Centre for Research Development, a indiqué qu'il fallait dialoguer avec les femmes pour connaître les détails de leur travail et leur demander, par exemple, comment elles accèdent chaque jour aux points d'eau et aux terres arables, et comment elles se déplacent dans les espaces publics et dans les villes. L'objectif est de porter leur vie quotidienne, qui est liée à la crise, au cœur des discussions.

Pour parvenir à une paix durable, les femmes doivent être associées à la prise de décisions. Onginni a indiqué que les États devraient financer l'agenda "Femmes, paix et sécurité" afin de renforcer la résilience des femmes. Cet agenda, adopté en 2000 par le Conseil de sécurité, a donné lieu à d'autres résolutions des Nations unies et à l'intégration de programmes liés au genre dans toutes les structures de paix et de sécurité de l'Union africaine, des organisations régionales africaines et de l'UE. Il est urgent de mettre ces résolutions en œuvre.

- Inégalités de genre et urgence climatique

La migration interne est un défi pour les femmes, car elles ne peuvent pas louer de logement en ville et doivent en outre développer de nouvelles compétences pour gagner leur vie, a souligné Onginni. De son côté, Mariam Diallo, présidente de l'Association femmes leadership et développement durable, a expliqué que les inégalités de genre se matérialisent à travers l'accès au pouvoir et dans les structures sociales, politiques et économiques.

Mme Diallo a dénoncé l'existence, dans les camps de personnes réfugiées ou déplacées, de violences sexuelles, de mariages forcés et d'une mortalité maternelle élevée. L'accès à de bonnes conditions de santé physique et mentale y est difficile, pour les femmes comme pour les filles.

Elle juge également que le changement climatique risque d'aggraver les conflits. Au Sahel, les tensions qui ont toujours existé entre communautés d'éleveurs ne font que s'accentuer avec le changement climatique.

RECOMMANDATIONS

- Aller au-delà du binôme sécurité-développement

Vu la nature multidimensionnelle de la crise au Sahel, plus de 10 ans après le coup d'État au Mali en 2012, la réponse militariste régionale et internationale n'a non seulement pas donné les résultats escomptés dans la lutte contre le terrorisme, mais a en outre attisé les sentiments anti-occidentaux et renforcé la crise humanitaire. A partir de ce constat, la société civile sahélienne appelle à une stratégie globale qui, tout en incluant l'aspect militaire, reconnaisse et appréhende plus largement les réalités sociales de la région.

Par ailleurs, les activistes qui sont intervenu·e·s ont insisté sur le fait que la stabilité au Sahel demande une véritable stratégie multidimensionnelle qui dépasse le binôme sécurité-développement. Cette stratégie doit inclure une participation active des femmes et des jeunes (dûment formés et guidés grâce à "l'accompagnement" technique de partenaires comme l'Union européenne) aux réformes politiques, à la lutte contre l'inégalité des sexes et à la mise en œuvre sur le terrain de projets d'intégration et de développement qui garantissent emplois et sécurité alimentaire.

- Renforcer les États

La mauvaise gouvernance et la fragilité des États ont été identifiées comme des causes structurelles de la crise. Les participant·e·s coïncident sur le fait que l'absence d'État dans certaines régions provoque un accès inégal aux droits et aux services, ce qui entraîne, entre autres, de l'insécurité et le développement de groupes armés face à une population délaissée. Ils·elles ont souligné que le retour de l'autorité de l'État dans les zones aujourd'hui contrôlées par des groupes armés doit aussi impliquer des interventions dans les domaines de la santé et de l'éducation.

Ils·elles ont également fait état d'une crise de la démocratie et appelé à son renforcement concret, plutôt que de la réduire à la simple tenue d'élections et de réformes constitutionnelles.

- Écouter la population locale

Pour les personnes participantes, il est impératif que les populations du Sahel soient davantage écoutées. Les militant·e·s demandent aussi que les initiatives locales -et surtout celles des femmes- soient reconnues et valorisées comme de vraies sources de dynamisme pour le tissu

social. Pour y parvenir, ils·elles jugent nécessaire de repenser la coopération européenne pour rééquilibrer ses politiques. « Notre objectif doit être d'aller d'abord vers la communauté, et ensuite vers l'État », résume Oyewole Onginni, du Centre for Research Development.

Plus ponctuellement, ils·elles jugent nécessaire d'établir des ponts entre la société civile européenne et sahélienne et estiment que les solutions aux crises devraient aller au-delà des décisions politiques gouvernementales et institutionnelles.

Ils·elles recommandent aux partenaires européens et internationaux d'être à l'écoute de la population, et notamment de ses figures locales. Elles connaissent le terrain, peuvent partager leur expérience en matière de résolution de conflits et formuler des recommandations adaptées à leurs traditions et modes de vie.

- Démonter le système patriarcal

En première ligne des revendications des activistes, on trouve la promotion de l'émancipation des femmes, via des fonds leur permettant de développer leurs initiatives. D'après leurs témoignages, des femmes sont souvent à la tête de projets financés par des fonds de la coopération internationale ; mais la décision de débloquer ou d'accorder ces fonds dépend d'hommes qui non seulement méconnaissent leur rôle, mais essaient en plus de le limiter.

Malgré le soutien remarqué de l'UE aux projets d'entreprises de femmes et de jeunes, les activistes ont signalé que ces initiatives se heurtent à des obstacles culturels et à un système patriarcal. Il est donc essentiel de travailler pour une prise de conscience de la dimension et de l'importance du travail tant féminin que féministe.

Dans le même temps, les organisations et associations de femmes sahéliennes réclament plus de pragmatisme dans les aides, avec des formations et des projets adaptés à leur situation et à leur environnement. Les entreprises ou emplois créés doivent être rentables, par exemple, afin de garantir l'autonomie des femmes.

- Défendre le rôle des femmes et des jeunes dans la consolidation de la paix

Lors des débats, les femmes de la société civile ont élevé leurs voix pour exiger que les femmes et les jeunes, majoritaires au Sahel, soient aux avants-postes de la construction de la paix, et ce en obéissant à des critères propres aux spécificités et besoins locaux, plutôt qu'à des paramètres colonialistes et interventionnistes.

Il est important que les femmes occupent une place dans les gouvernements, les parlements et tous les organes de décision. Pour enclencher cette dynamique, il est nécessaire que les partenaires et les agences de coopération internationale ne les considèrent plus comme des victimes, mais comme des actrices du changement.

L'objectif est que la population sahélienne reprenne les rênes de la résolution de la crise, à travers une vision propre de la démocratie et de politiques de développement durable. Cet objectif, selon les personnes intervenantes, demanderait de l'Europe qu'elle accompagne et oriente la société civile sahélienne pour qu'elle puisse exiger de ses gouvernements une gestion transparente, et réussisse à demander des comptes dans l'administration des ressources naturelles et minières de la région.

- Éduquer pour vaincre les inégalités de genre et favoriser le respect des droits humains

La société civile sahélienne estime que l'obtention de la paix nécessite des projets qui favorisent la scolarisation et la formation. Cela permettrait de rapprocher les jeunes et les femmes des postes de décision et de direction, et de les responsabiliser dans les politiques de développement et de consolidation de la paix.

Elle propose également, comme fondement de la consolidation des politiques d'égalité, d'éduquer et sensibiliser au respect des droits humains. Ces représentant·e·s ont réitéré que, dans la marche vers l'égalité des genres, il est essentiel de connaître les spécificités locale afin de promouvoir la résilience.

Les activistes ont rappelé que la formation à l'égalité des genres ne devrait pas être limitée aux politiciens et citoyens, et doit être étendue à l'armée et à d'autres groupes sociaux qui -selon leurs dénonciations- sont responsables en grande partie des faits de violence sexuelle contre les femmes, et surtout les filles, dans les zones occupées et les camps de personnes réfugiées ou déplacées.

- Combattre la violence contre les femmes

Les personnes participant aux différents débats ont insisté sur l'importance de construire un véritable et robuste programme d'action en matière de genre qui favorise l'égalité, l'émancipation et la défense des droits des femmes dans tous les secteurs où elles sont présentes. Le développement de ce programme permettrait de remédier aux différents types de violence et de discrimination qu'elles subissent actuellement.

Dans ce sens, elles demandent un financement et un soutien accrus pour l'agenda "Femmes, Paix et Sécurité", mécanisme garantissant une participation significative des femmes à la construction d'une sortie de la crise. En l'absence de protection de la part de l'État, les activistes demandent l'élaboration de stratégies viables pour que le système judiciaire apporte aide et protection aux femmes, qui se trouvent actuellement en condition de vulnérabilité et d'impuissance.

- Créer des emplois pour les jeunes

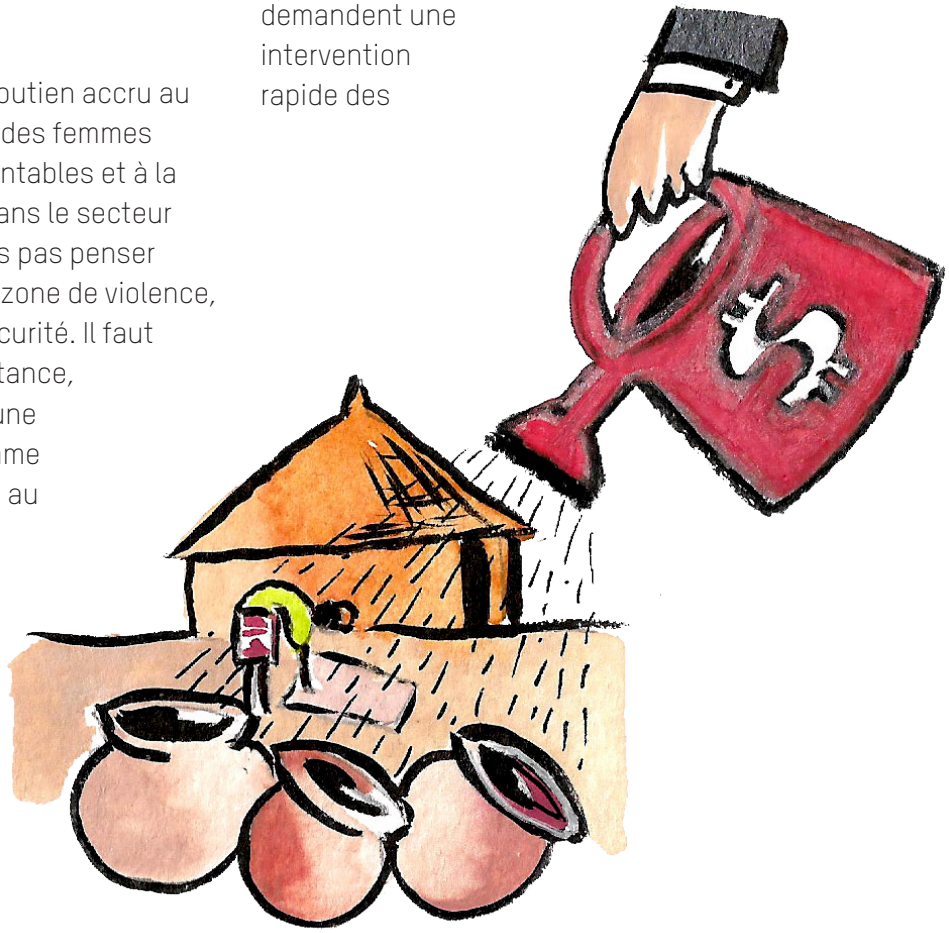
Les habitants du Sahel sont, en majorité, des jeunes (la moitié de la population du Niger, par exemple, a moins de 15 ans) ; avec la scolarisation et la formation, la création massive d'emplois est donc primordiale. Les participant·e·s ont souligné que ces facteurs permettent aux jeunes de rester dans la région quand ils le souhaitent, les dissuadent de rejoindre des groupes armés, et les incitent à se transformer en acteurs clés du développement et de la stabilisation.

Ils·elles ont donc appelé à un soutien accru au secteur privé, à l'émancipation des femmes via des projets économiques rentables et à la promotion d'investissements dans le secteur énergétique. « Nous ne pouvons pas penser sans arrêt que le Sahel est une zone de violence, d'attaques terroristes et d'insécurité. Il faut le transformer en terre de résistance, de prospérité économique, en une terre que les jeunes voient comme une opportunité pour participer au développement », a expliqué Babacar Ndiaye (Wathi).

- Préparer la population à affronter la crise climatique

Universitaires comme dirigeants d'associations ont rappelé l'impact du changement climatique sur la crise multidimensionnelle au Sahel. Selon le dernier rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat, les températures au Sahel augmentent 1,5 fois plus vite que dans le reste du monde en moyenne. Ils·elles mettent en garde contre les inondations et sécheresses extrêmes qui frapperont à la fois agriculteurs et éleveurs, menaçant ainsi la sécurité alimentaire.

Ils·elles ont demandé aux gouvernements africains et à leurs partenaires de contribuer à la lutte contre la crise climatique en élaborant des outils tels que des réformes agraires, et en recherchant des accords favorisant un accès à l'eau plus universel et de meilleure qualité, ainsi qu'une répartition équilibrée et une gestion transparente des ressources naturelles. Les intervenant·e·s demandent une intervention rapide des



gouvernements et des autorités locales pour résoudre la question de l'accès aux terres, et parvenir à des accords pour décider où investir et développer des projets ayant un impact écologique minimal, avec la participation de la population locale.

Les participant·e·s au forum jugent fondamental de comprendre que sécurité et changement climatique vont de pair au Sahel, et que toute solution à la crise multidimensionnelle doit prendre ces deux éléments en compte.

Ils·elles font remarquer que la crise climatique aggrave les inégalités de genre en accentuant les difficultés d'accès aux ressources pour les femmes : tout en étant les principales travailleuses de la terre, elles sont désavantagées dans l'obtention de financement, d'engrais ou de systèmes d'irrigation.

- Le rôle de l'Espagne et de l'UE dans la recherche de solutions

Les personnes intervenantes attendent de l'Espagne qu'elle joue un rôle significatif "d'accompagnement" à la tête de l'Alliance pour le Sahel, afin de faire évoluer l'approche militariste vers une optique de développement inclusif et égalitaire. Elles appellent également à un renforcement du dialogue avec le G5 Sahel (Mauritanie, Tchad, Mali, Niger et Burkina Faso) pour lui donner une vraie projection internationale.

On attend de l'Espagne qu'elle réoriente sa politique et son approche, à l'aune des progrès et des limites observées dans la coopération européenne au Sahel et des maigres résultats obtenus jusqu'ici.

Sur le plan régional, les participants aux débats ont insisté pour que l'UE aussi reformule ses politiques dans la région et remplisse son rôle d'accompagnement, de coopération et collaboration avec les différents États, afin d'aider au développement, de promouvoir la bonne gouvernance et l'administration efficace des ressources et des fonds publics, et de lutter contre les mauvaises pratiques comme la corruption et l'exercice hégémonique du pouvoir.

CONCLUSIONS

Au vu des maigres résultats des tentatives de stabilisation dans la région du Sahel, il est urgent de revoir l'approche de la crise multidimensionnelle dans la région, pour placer la sécurité humaine au centre de l'action : la protection de la population doit être le principal objectif.

Cette reformulation des stratégies d'action doit assurer une réponse collective, robuste et inclusive, qui dépasse l'approche militaire réductionniste et les intérêts géopolitiques et géostratégiques qui y sont associés, pour déboucher sur une stratégie globale aux valeurs et fondements transversaux et transformateurs, véritablement orientés vers la paix.

La crise multidimensionnelle au Sahel exige des réponses tout aussi multidimensionnelles pour établir une coopération plus démocratique, féministe, décoloniale et antiraciste. Elle doit être fondée sur l'horizontalité, la reconnaissance et, surtout, le respect de représentants locaux appelés à édifier eux-mêmes le destin de leurs sociétés.

Ce n'est qu'en déconstruisant les logiques verticales, interventionnistes et patriarcales qui ont prévalu dans les politiques menées au Sahel que l'on pourra ébaucher une solution de réaffirmation locale, socialement plus juste, qui contribue à la stabilisation de la région et à la défense de principes incontestables : le droit à la vie, l'égalité, la sécurité, la mobilité et l'accès de la population aux ressources naturelles.

Pour une sortie de crise au Sahel, il est primordial de développer des programmes féministes, environnementaux et de développement durable, tant au niveau local qu'international, non seulement pour limiter l'impact de la crise sur les femmes et l'environnement, mais aussi contrer les intérêts des acteurs à l'origine du conflit.

Les personnes issues de la société civile comme du monde universitaire appellent à l'ouverture d'espaces de communication consistants et continus, qui ne soient ni unidirectionnels ni purement formels, pour donner une visibilité aux femmes et aux jeunes du Sahel. Ces deux secteurs, généralement ignorés, sont non seulement les principales victimes de la crise, mais aussi les futurs piliers essentiels de la construction de la paix.

Il est donc nécessaire de consolider des alliances avec la société civile sahélienne, ainsi qu'avec des organisations internationales et des personnes expertes en promotion et protection des droits humains, afin de coordonner un travail axé sur les questions humanitaires et orienté vers la construction de nouveaux espaces d'entente.

De même, les intervenant·e·s exhortent au respect des engagements liés aux traités et conventions internationales, notamment dans le secteur des droits humains.

Sans aucun doute, il existe d'autres solutions à la crise dans la région, à condition de réunir la volonté politique et la force de la société, bridées jusqu'à présent par les intérêts nationaux et internationaux qui se nourrissent de l'escalade de la violence.

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 21 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans 65 pays à la consolidation d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org.

Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)
Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)
Oxfam Aotearoa (www.oxfam.org.nz)
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)
Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)
Oxfam Colombie (lac.oxfam.org/countries/colombia)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)
Oxfam GB (www.oxfam.org.uk)
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)
Oxfam IBIS (Danemark) (www.oxfamibis.dk)
Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)
Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)
Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)
Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)
Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)
KEDV (www.kedv.tr)

© Oxfam International mai 2022

Ce document a été rédigé par Iraxis Bello sur la base des différentes présentations du cycle de débats « Différentes approches de la crise multidimensionnelle au Sahel » (février-mars 2022) avec la contribution de Jara Henar, Itziar Ruiz-Gimenez, Marta Pérez et Cristina Fernández-Durán.

Illustrations : Eli Landa/Oxfam
Mise en page : Diana De León
Traduction : Vincent Taillefumier

www.oxfam.org

OXFAM